



La Commune



Des mères de famille témoignent

Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville

La bataille contre l'expulsion de Koulé Coulibaly s'amplifie. Elle recueille maintenant plus de près de 1200 signatures d'habitants d'Alfortville, de personnalités. Pour l'instant, la préfecture, le conseil général et la mairie restent silencieux. Par contre, des mères de famille de l'immeuble où habite la famille Coulibaly - le 8, rue des Alouettes - ont tenu à apporter leur témoignage en faveur de leur voisine et amie, pour renforcer la protection dont elle a besoin contre cette menace d'expulsion. Avec eux, nous irons jusqu'au bout.

Rappel de la situation : Madame Coulibaly vit à Alfortville depuis plus de vingt ans. Elle travaillait comme employée de service sur le site de Chinagora. Comme tant d'autres, elle en a été licenciée. Divorcée de son mari, le droit au logement ne lui a jamais été reconnu. Elle a enchaîné les séjours dans des chambres d'hôtel misérables et coûteuses (600 euros par mois pour 11 m²), pendant de longues années. N'y tenant plus, après de longues années d'attente d'un bail en bonne et due forme en HLM, Madame Coulibaly est entrée dans un appartement vide du 8, rue des Alouettes, pour mettre fin à son long et douloureux calvaire et mettre enfin à l'abri ses deux enfants. Au lieu de comprendre que Madame Coulibaly, mère de famille monoparentale et salariée licenciée, a agi en état de nécessité, l'OHSA veut l'expulser dans les jours qui viennent comme " squatteuse " sans autre forme de procès. Cela reviendrait à la reléguer dans ces hôtels " sociaux " tenus par des marchands de sommeil où elle a tant souffert, cela aboutirait à sacrifier la scolarité de ses enfants.

Maro GASSAMA :

Cela fait 25 ans que je connais Madame Coulibaly. Nous habitons au 2, rue Véron, au nord d'Alfortville. Madame Coulibaly était notre voisine, elle vivait encore avec son mari. Ils avaient un bail, comme nous. C'était un taudis. Il y a eu plusieurs incendies dans cet immeuble dans les années 90 à cause des installations électriques qui n'étaient pas bonnes. Nous ne sommes pas d'accord avec la mesure d'expulsion qui vise la famille Coulibaly. Madame Coulibaly a beaucoup souffert. Nous la soutiendrons jusqu'au bout.

Fatoumata TOUNKARA :

Nous connaissons Madame Coulibaly depuis 1988. Elle a beaucoup souffert. Nous ne voulons pas qu'elle soit expulsée. Toute sa famille est ici. Nous voudrions qu'elle reste avec nous. C'est notre amie.

Mamou Sacko (24 ans) :

Mes parents habitent au 8, rue des Alouettes. J'ai passé toute mon enfance à Alfortville. Je connais Madame Coulibaly depuis que je suis toute petite. Nous habitons rue du Général de Gaulle. Madame Coulibaly habitait rue Véron.

Elle avait beaucoup de difficultés. C'est une femme paisible, qui ne dérange personne et qui peut payer un loyer. Pourquoi la mettre dehors ? Je ne veux pas qu'elle soit expulsée. Je veux qu'elle puisse vivre dans un environnement sain. Je suis moi-même à l'hôtel, mes enfants sont traumatisés.

Bouillagui DIAKITE (20 ans) :

J'ai connu Madame Coulibaly quand nous habitons rue Pelletan. Elle était à l'hôtel. C'est une femme très gentille. Elle ne se plaint jamais. Elle veut s'en sortir. Son expulsion est inadmissible. " Ils " ne sont pas capables de lui donner un F2. C'est incompréhensible. Elle a des enfants en bas âge. On lui a pris ses autres enfants. Si elle est expulsée, on ne lui laissera pas les deux enfants qui sont encore avec elle. Madame Coulibaly vit à Alfortville depuis 20 ans. Elle a trop subi. Cela fait plus de vingt ans qu'elle demande un logement. Le Maire et la Préfecture peuvent largement l'aider. Ce n'est pas quelque chose d'impossible.

Hawa DIAKITE :

Je connais Madame Coulibaly depuis son arrivée à Alfortville. A l'époque, nous habitons rue Raspail. Son mari l'a abandonnée. Elle est restée 7 ans à l'hôtel des voyageurs et ensuite, elle a habité à l'hôtel le Village. Il n'y avait qu'une seule chambre avec des lits superposés, les toilettes à même la chambre, les fenêtres ne fermaient pas. Madame Coulibaly est ma voisine de palier. Elle a travaillé dur. Ses enfants aînés sont placés par la DDASS parce qu'elle n'a pas de logement. J'aimerais que la Mairie fasse quelque chose pour elle.

Mariama SAGNAN :

Je connais Madame Coulibaly depuis 1993. Elle était à l'hôtel du 43, rue de Seine. Elle est très fatiguée. Elle souffre beaucoup, depuis trop longtemps. Il est temps de lui donner un logement, un bail. Ce n'est pas normal de la laisser comme ça. Pourquoi n'est-elle pas reçue à la Mairie ou la Préfecture ?-

Témoignages recueillis le 15/05/ 2008

Correspondant Alfortville.

Le 7 juin 2008

Modifié le mardi 10 juin 2008

Voir aussi dans la catégorie CCSA Alfortville



Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville : Pétition pour une loi interdisant les expulsions

Pour les familles frappées par la crise. Nous voulons une loi interdisant les expulsions. >>

Comité Chômeurs - Saliariés d'Alfortville : Loi el Khomri - loi « travail » , une déclaration de guerre contre les salariés, les jeunes et la population

Depuis quelques jours, un vent de fronde se lève dans tout le pays, face au projet de loi El Khomri, frauduleusement appelée « Loi Travail ». Ce projet de loi détruit, d'un seul coup, les... >>

HALTE A LA RECUPERATION !

Le Comité chômeurs-salariés d'Alfortville ne donnera aucune consigne de vote aux Municipales, considérant que PERSONNE N'EST EN VOIE DE NOUS REPRESENTER, nous, les chômeurs, nous, les mal-logés, nous, les... >>

Halte aux expulsions

A nouveau, le CCSA mène campagne contre les expulsions de logement. Mais, cette fois, se dessine la possibilité de la constitution d'un collectif unitaire de défense contre les expulsions à... >>

L'unité contre les expulsions

Le 30 octobre 2009, les habitants du 2, rue Veron, considérés comme " squatters ", étaient expulsés par les forces de l'ordre de cet immeuble, après quatre années de bataille pour leur droit au... >>

Pour sauver le droit au logement

Depuis 15 ans, le Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville combat pour la défense du droit au logement. Ce combat a permis le relogement de plus de 300 familles mal logées et sans logis en HLM.... >>
